

Manifestation

Les Sanofi à Paris: le mouvement prend de l'ampleur

Article paru dans FO Hebdo n°3046

La mobilisation des salariés du géant pharmaceutique monte en puissance. Pour les syndicats, les suppressions d'emplois sont d'autant plus inacceptables que le groupe accumule les bénéfices.

Plus de mille deux cents salariés de Sanofi dans les rues de Paris, des rassemblements et des arrêts de travail dans de nombreux établissements du groupe: mercredi 3 octobre, les employés du numéro cinq mondial de l'industrie pharmaceutique, mobilisés depuis début juillet, ont répondu en nombre à l'appel lancé par les syndicats pour s'opposer à des plans de restructuration entraînant des suppressions massives d'emplois. À Paris, les salariés du site de Toulouse, entièrement dédié à la recherche, et dont l'avenir est plus qu'incertain, ouvraient la marche du cortège. Le même jour, les syndicats ont claqué la porte d'un comité de groupe réuni à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir appelé au retrait de la restructuration. Un plan qui prévoit des arrêts et des transferts d'activité, avec des réductions d'emplois dans la recherche (notamment sur les sites de Toulouse et Montpellier), la fabrication-distribution des vaccins (Sanofi-Pasteur), la santé animale (Merial) et les services centraux (postes administratifs). Selon les annonces faites par la direction le 25 septembre, la restructuration aboutirait à la suppression d'environ 900 postes d'ici à 2015. Sanofi avait dans un premier temps évoqué 1.390 suppressions de postes, avant de se faire taper sur les doigts par le ministère du Redressement productif lors d'une rencontre à l'Élysée. Quoi qu'il en soit, le nombre de postes impactés est largement sous-évalué, estiment les syndicats.

5,7 MILLIARDS DE BÉNÉFICES EN 2011

«On est plutôt dans la fourchette de 1.600 à plus de 2.000 suppressions de postes», indique Philippe Guérin-Pétrément, coordinateur FO chez Sanofi: «Les chiffres de la direction ne prennent pas en compte le site de Toulouse, qui emploie 646 salariés et environ 150 personnes de sociétés extérieures. Et il ne faut pas oublier que des milliers de salariés des services administratifs seront impactés par les transferts d'activité.»

La colère et l'incompréhension des salariés sont d'autant plus grandes que le groupe Sanofi a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 33 milliards d'euros et encaissé près de 5,7 milliards de bénéfices en 2011. Sans oublier que le groupe touche des aides de l'État, environ 150 millions d'euros par an au titre du crédit d'impôt recherche.

Les syndicats revendiquent le maintien de l'intégralité des effectifs existants en France –environ 28.000 personnes sur 49 sites–, le retrait du plan de restructuration qui touche sa branche vaccins et le maintien des sites et des activités, notamment de recherche, à Toulouse et Montpellier. Ils refusent une nouvelle hémorragie, alors que pas moins de 4.000 emplois ont disparu en trois ans chez Sanofi en France. Les comités centraux d'entreprise des différentes branches de Sanofi doivent se tenir le 11 octobre, après le boycott des CCE du 25 septembre par les représentants syndicaux en raison d'irrégularités. Le 12 octobre, le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, rencontrera les syndicats.

Jour après jour du 10/10/2012